



Conseil de sécurité

Distr. générale
28 avril 2003
Français
Original: anglais

Lettre datée du 25 avril 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport complémentaire ci-joint présenté par Vanuatu en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité contre le terrorisme
(*Signé*) Inocencio F. **Arias**



Annexe

**Note verbale datée du 18 avril 2003, adressée au Président
du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution
1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste par le Représentant
permanent de Vanuatu auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de la République de Vanuatu auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste et a l'honneur de présenter ci-joint le rapport du Gouvernement vanuatuan (voir pièce jointe).

Pièce jointe

Rapport présenté par la République de Vanuatu au Comité contre le terrorisme en application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, en date du 28 septembre 2001

Le Premier Ministre de la République de Vanuatu présente ses compliments à S. E. Sir Jeremy Greenstock, Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste (« le Comité contre le terrorisme ») et a l'honneur de soumettre le rapport de la République de Vanuatu, conformément aux dispositions de la résolution 1373 (2001).

Le présent rapport est présenté sous forme de réponses correspondant aux paragraphes et alinéas de la résolution 1373 (2001).

Paragraphe 1

Alinéa a)

Les mesures prises par le Gouvernement vanuatuan pour prévenir et réprimer le financement des actes de terrorisme sont décrites dans les alinéas b), c) et d) ci-dessous.

Alinéa b)

Le paragraphe 14A(1) de la loi sur les produits du crime de 2002 (loi No 13 de 2002) érige en crime la fourniture ou la collecte, par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, de fonds ou dont on prévoit, sait ou a des motifs raisonnables de croire qu'ils seront utilisés, en totalité ou en partie, pour financer, directement ou indirectement, le terrorisme ou un acte de terrorisme quel qu'il soit ou une personne ou organisation dont on sait ou dont on a des motifs raisonnables de soupçonner qu'elle a commis des actes de terrorisme.

Selon le paragraphe 14A(2), une personne commet une infraction lorsqu'elle effectue ou facilite, directement ou indirectement, une transaction portant sur un bien en sachant ou en ayant de bonnes raisons de croire que cette transaction a pour but, en totalité ou en partie, de financer, directement ou indirectement, le terrorisme ou un acte de terrorisme quel qu'il soit, ou une personne ou organisation qui a commis des actes de terrorisme ou dont on a des motifs raisonnables de soupçonner qu'elle a commis des actes de terrorisme.

Ces deux infractions sont punissables, dans le cas d'un particulier, d'une peine de prison de 20 ans maximum, et dans le cas d'une personne morale, d'une amende pouvant atteindre 500 millions de vatu.

Si une personne morale est reconnue coupable de l'une de ces infractions et qu'un de ses directeurs, administrateurs, secrétaires ou autre employés a sciemment pris part à l'infraction, celui-ci est coupable d'une infraction punissable d'une peine de prison de 20 ans maximum en cas de condamnation.

Cette loi est en vigueur depuis le 3 février 2003.

Alinéa c)

Des modifications ont été apportées à la législation vanuatuanne de manière à permettre le gel de comptes et d'autres avoirs dans les banques et les établissements financiers.

La Reserve Bank de Vanuatu a, en application des paragraphes 21 et 53 de la loi sur les établissements financiers, publié une directive qui a pris effet le 18 mars 2002 et qui requiert des banques auprès desquelles des personnes ou des établissements figurant sur les listes établies par le Comité créé par le paragraphe 6 de la résolution 1267 (1999) du Conseil de sécurité (« le Comité 1267 ») ont ouvert des comptes, qu'elles prennent les mesures suivantes :

- Les comptes doivent être immédiatement gelés et aucun retrait ne doit plus être effectué;
- Aucun versement de fonds ne doit plus être autorisé;
- Les titulaires ne doivent pas être informés que leurs comptes ont été gelés ou que les retraits et dépôts ne sont plus effectués. Ils ne doivent pas non plus être informés que les coordonnées du compte ont été communiquées aux autorités compétentes;
- La banque doit signaler immédiatement l'existence des comptes à la Reserve Bank de Vanuatu et à la cellule de renseignement financier des services juridiques de l'État (State Law Office);
- Dans un délai de 24 heures (un jour ouvrable) suivant la notification de l'existence des comptes, les comptes doivent être fermés sans que les bénéficiaires soient avertis. Aucun transfert de fonds ne doit être effectué. Tous les renseignements disponibles concernant les comptes ainsi clôturés doivent être communiqués à la Reserve Bank de Vanuatu.

Le Procureur général prendra alors les mesures appropriées conformément à la loi sur les produits du crime (loi No 13 de 2002) pour obtenir une ordonnance de saisie concernant les comptes gelés en attendant que la culpabilité des titulaires soit établie, auquel cas le Procureur général demande une ordonnance de confiscation, au profit de l'État, des sommes se trouvant sur les comptes.

Selon le décret réglementant la lutte antiterroriste (décret No 9 de 2002) publié au titre de la loi sur les établissements financiers (loi No 2 de 1999), les banques locales doivent geler les comptes des entités terroristes. Entité terroriste s'entend de toute entité relevant des Taliban ou d'Al-Qaida ou de toute autre entité désignée par le Comité 1267, le Conseil de sécurité de l'ONU ou la Reserve Bank de Vanuatu. La banque doit immédiatement signaler par écrit l'existence du compte à la Reserve Bank de Vanuatu et à la Cellule de renseignement financier. Elle doit ensuite clôturer le compte dans les 24 heures suivant la notification. Cette réglementation a pris effet le 2 avril 2002 et a transformé en règlement la directive établie de la Reserve Bank de Vanuatu en date du 18 mars 2002.

À ce jour, il n'a pas été repéré à Vanuatu de comptes ou d'avoirs appartenant à des particuliers ou à des entités figurant sur les listes.

Le 3 avril 2002, la Commission des services financiers a publié une note à l'intention des banques offshore auprès desquelles des personnes ou des

établissements figurant sur la liste établie par le Comité 1267 ont ouvert des comptes. Les banques concernées doivent prendre les mesures suivantes :

- Les comptes doivent être immédiatement gelés et aucun retrait de fonds ne doit être effectué; et
- La banque doit notifier immédiatement la Cellule de renseignement financier des services juridiques de l'État de l'existence des comptes, du nom de leurs titulaires et de leurs soldes.

Alinéa d)

Le Parlement vanuatuan a promulgué la loi sur les Nations Unies (loi No 1 de 2002) en novembre 2002. Cette loi est en vigueur depuis le 3 février 2003.

La loi sur les Nations Unies autorise le Premier Ministre à prendre les décrets voulus pour permettre à Vanuatu de s'acquitter de ses obligations au titre de l'Article 41 de la Charte des Nations Unies.

Un décret (législation subsidiaire) a été élaboré pour donner effet aux résolutions 1267 (1999), 1333 (2000), et 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU. Il devrait être signé et entrer en vigueur prochainement. Le terme « entité désignée » y est défini comme étant toute entité liée à Al-Qaida, les Taliban, toute entité liée aux Taliban et Oussama ben Laden. Le décret interdit aux personnes se trouvant à Vanuatu ainsi qu'aux citoyens vanatuans de recueillir des fonds à l'intention des entités désignées ou de fournir des fonds à ces entités.

Il leur interdit en outre toute transaction portant sur des biens appartenant aux entités désignées ou provenant de biens appartenant à des entités désignées.

Il exige de toute personne qui possède ou contrôle un bien dont elle soupçonne ou a des motifs raisonnables de soupçonner qu'il appartient à une entité désignée ou qu'il est contrôlé par une entité désignée qu'elle le signale à l'Attorney général.

Il est interdit aux personnes se trouvant à Vanuatu et aux citoyens vanatuans de mettre des biens, des avoirs financiers ou des services connexes à la disposition d'entités désignées.

Paragraphe 2

Alinéa a)

Le Gouvernement vanuatuan a pour politique de s'abstenir d'apporter quelque forme d'appui que ce soit, actif ou passif, aux entités ou personnes impliquées dans des actes de terrorisme. Le décret élaboré conformément à la loi sur les Nations Unies (qui n'est pas encore entré en vigueur) interdit à toute personne se trouvant à Vanuatu et à tout national vanuatuan à l'étranger de recruter une autre personne comme membre d'un groupe ou d'une organisation sachant que le groupe ou l'organisation en question est une entité désignée.

Le terme « entité désignée » s'entend de toutes les entités liées à Al-Qaida, des Taliban, de toutes les entités liées aux Taliban et d'Oussama ben Laden.

Le décret réglementant la lutte antiterroriste (décret No 6 de 2002) publié au titre de la loi sur les explosifs (chap. 6) interdit l'exportation d'explosifs ou de composants d'explosifs à partir de Vanuatu à l'intention d'entités terroristes. Le

terme « entité terroriste » s'entend des Taliban, d'Al-Qaida et de toute autre entité désignée par le Comité 1267 ou dans le cadre ou en vertu d'une ou de plusieurs autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Cette réglementation est entrée en vigueur le 2 avril 2002.

Vanuatu n'a pas encore de législation interdisant expressément la fourniture d'armes aux terroristes. Toutefois, l'article 9 de la loi sur les armes à feu (chap. 6) dispose que le fonctionnaire chargé des licences ne doit en aucun cas octroyer de licence aux personnes à qui, pour quelque raison que ce soit, il ne peut être confié d'arme à feu. Il suffit qu'une personne ait figuré sur une des listes de terroristes établies par l'ONU pour qu'il ne puisse lui être octroyé de licence de port d'arme à feu.

Alinéa b)

Les forces de l'ordre et les organismes de réglementation sont en contact direct, ce qui leur permet d'échanger régulièrement des renseignements dans le pays, et d'empêcher ainsi que des actes terroristes ne soient commis. Par ailleurs, la cellule de renseignement financier peut échanger des informations avec des organes se trouvant à l'étranger sans que des traités, mémorandums d'entente ou protocoles doivent être signés. S'il le fallait, elle serait donc en mesure d'échanger rapidement des informations avec ses homologues dans d'autres pays et de donner l'alerte rapidement ou de prévenir la commission d'actes terroristes.

Selon le décret réglementant la lutte antiterroriste (décret No 10 de 2002) publié au titre de la loi sur la déclaration des transactions financières (loi No 33 de 2000), toutes les transactions et tous les projets de transactions d'entités terroristes sont suspects et doivent être signalés à la cellule de renseignement financier. Le terme « entité terroriste » s'entend de toute entité liée aux Taliban, ou à Al-Qaida et de toute autre entité désignée par le Comité 1267 ou par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Par ailleurs, les dispositions du décret No 10 de 2002 prévoient que si une entité effectue ou tente d'effectuer une transaction dont l'établissement financier a des raisons de soupçonner qu'elle porte sur des fonds qui sont, pourraient être ou ont été utilisés par une entité terroriste, pour le terrorisme ou pour des actes terroristes, la transaction est considérée comme suspecte et doit être signalée à la cellule de renseignement financier.

Enfin, toute entité qui, par des moyens non traditionnels, transfère, verse, change de l'argent ou des valeurs à des fins de versement, de transfert ou de paiement à l'étranger, ou effectue toute autre opération connexe, est un établissement financier et doit de ce fait se conformer à la loi sur la déclaration des transactions financières.

La cellule de renseignement financier transmet immédiatement à ses homologues étrangers toute information qui lui a été communiquée dans une déclaration concernant une opération suspecte ou par tout autre moyen à propos d'une identité terroriste ou d'une personne soupçonnée d'être impliquée dans le terrorisme.

Alinéa c)

Le Gouvernement vanuatuan a pour politique de refuser l'asile aux terroristes.

Le décret réglementant la lutte antiterroriste (décret No 7 de 2002) publié au titre de la loi sur l'immigration (chap. 66), interdit aux personnes dont on sait ou dont on a des motifs raisonnables de croire qu'elles représentent des entités terroristes appartenant à de telles entités, d'entrer à Vanuatu, y compris dans ses eaux territoriales.

Cette réglementation prévoit également que le droit d'asile n'est pas accordé à la personne dont on sait ou dont on a des motifs raisonnables de soupçonner qu'elle représente une entité terroriste ou qu'elle appartient à une telle entité ou qu'elle a commis un acte de terrorisme ou a financé, directement ou indirectement, le terrorisme ou des actes de terrorisme.

Par entité terroriste on entend les Taliban, Al-Qaida ou toute autre entité (un particulier, une personne morale, une association ou une organisation ayant ou non la personnalité morale ou tout autre groupe de personnes) désignée par le Comité 1267, ou dans le cadre ou en vertu d'une ou plusieurs autres résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Alinéa d)

Il n'existe pas encore de législation destinée à empêcher les terroristes d'utiliser le territoire vanuatuan pour commettre des actes terroristes contre d'autres États ou d'autres citoyens. Le Gouvernement envisage de promulguer une loi à cet effet.

Alinéa e)

Le Gouvernement vanuatuan compte modifier le Code pénal à la prochaine session parlementaire de manière à ériger les actes terroristes en crimes graves.

Selon la législation vanuatuane, le financement du terrorisme est une infraction grave. La peine infligée est à la mesure de la gravité du crime puisqu'elle représente un maximum de 20 ans de prison pour un particulier et un maximum de 500 millions de vatu d'amende pour une personne morale. À ce jour, personne n'a été accusé ou reconnu coupable d'une telle infraction.

Alinéa f)

Vanuatu peut apporter une assistance aux autres États dans le cadre d'enquêtes et de poursuites criminelles, au titre de sa loi sur l'entraide en matière pénale (loi No 14 de 2002). Cette loi est en vigueur depuis le 3 février 2003.

La loi sur l'entraide en matière pénale régit l'échange de demandes d'assistance en matière pénale. Elle s'applique à tous les pays. Elle réglemente l'octroi par Vanuatu d'une assistance internationale lorsqu'un pays étranger fait une demande touchant l'obtention de preuves, la présentation d'un document, la délivrance d'un mandat de perquisition et la saisie de toute pièce pouvant intéresser une procédure judiciaire ou une enquête, la confiscation de biens ou la saisie conservatoire de biens susceptibles d'être saisis ou confisqués.

La loi permet aussi à Vanuatu d'apporter une assistance internationale lorsqu'un autre pays demande qu'une personne résidant à Vanuatu se rende dans ce pays pour faire une déposition ou faciliter une enquête. Elle permet aussi à Vanuatu d'obtenir une assistance internationale similaire en matière pénale.

Le financement du terrorisme étant une infraction à Vanuatu, les demandes d'assistance concernant des enquêtes ou des poursuites judiciaires s'y rapportant sont couvertes par la loi.

Alinéa g)

Les contrôles aux frontières mis en place à Vanuatu doivent permettre de détecter toutes les entrées et sorties et d'empêcher les personnes indésirables d'entrer dans le pays.

Le décret réglementant la lutte antiterroriste (décret No 7 de 2002) publié au titre de la loi sur l'immigration (chap. 66) interdit l'entrée à Vanuatu des particuliers dont on sait ou dont on a des motifs raisonnables de soupçonner qu'ils constituent une entité terroriste ou qu'ils appartiennent à une entité terroriste. Cette réglementation est entrée en vigueur le 2 avril 2002.

Le terme « entité terroriste » s'entend des Taliban, d'Al-Qaida et de toute autre entité désignée par le Comité 1267 ou dans le cadre ou en vertu d'une ou plusieurs résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Selon l'article 3 de la loi sur les passeports (chap. 108), un passeport est délivré aux citoyens vanuatouans qui en font la demande. Le demandeur doit apporter la preuve de sa citoyenneté. Sinon, le paragraphe 2 de l'article 5 prévoit que le préposé principal aux passeports peut, s'il le juge approprié, délivrer un certificat d'identité ou un document de voyage à une personne apatride ou réfugiée. Les vérifications nécessaires sont faites par rapport aux listes publiées par l'ONU pour éviter qu'un document de voyage ne soit délivré à des personnes désignées.

Paragraphe 3

Alinéa a)

Pour intensifier et accélérer l'échange d'informations opérationnelles entre les divers services chargés de l'application des lois à Vanuatu, un groupe conjoint des services d'application des lois (Combined Law Enforcement Agency Group) a été mis en place et la coopération entre les services sur diverses questions opérationnelles a été renforcée.

La cellule de renseignement financier peut également échanger des informations avec ses homologues internationaux. Elle fait partie du « Groupe d'Egmont » qui constitue un autre mécanisme pour l'échange d'informations opérationnelles et qui permet aussi aux membres des divers services chargés de l'application des lois de Vanuatu de communiquer avec leurs homologues internationaux.

Alinéa b)

Vanuatu a continué d'échanger des renseignements conformément au droit international et à sa législation nationale et de coopérer sur les plans administratif et judiciaire.

N'ayant pas identifié de personnes ou découvert d'informations directement liées à la prévention d'actes de terrorisme, Vanuatu n'a pas encore eu l'occasion

d'échanger ce genre de renseignements ou de coopérer d'autre façon mais, le cas échéant, il ne manquera pas de le faire.

Alinéa c)

Vanuatu n'a encore conclu ni d'arrangements bilatéraux ou multilatéraux, ni d'accords de coopération avec d'autres pays afin de prévenir et de réprimer les attaques terroristes et de prendre des mesures contre les auteurs de tels actes.

Le Gouvernement vanuatuan engagerait volontiers des négociations avec les États désireux de conclure des accords et des arrangements de ce type

Alinéa d)

Vanuatu a ratifié la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme en date du 9 décembre 1999, au moyen de la loi No 3 de 2002, qui devrait entrer en vigueur vers le milieu de 2003.

Le Gouvernement envisage de ratifier les 11 autres conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme et aux résolutions 1269 (1999) et 1368 (2001) du Conseil de sécurité.

Comme il a déjà été précisé, la loi sur les Nations Unies permettra à Vanuatu d'adopter des règlements pour s'acquitter de ses obligations au titre des résolutions du Conseil de sécurité.

Alinéa e)

Les conventions, protocoles et résolutions seront appliqués dès l'entrée en vigueur de la législation pertinente.

Alinéa f)

Le décret réglementant la lutte antiterroriste (décret No 7 de 2002), publié au titre de la loi sur l'immigration (chap. 66), prévoit que le droit d'asile ne doit pas être accordé à Vanuatu à la personne dont on sait ou dont on a des motifs raisonnables de soupçonner qu'elle représente une entité terroriste, qu'elle appartient à une entité terroriste, qu'elle a participé à un acte terroriste ou qu'elle a financé directement ou indirectement le terrorisme ou des actes de terrorisme.

Le terme « entité terroriste » s'entend des Taliban, d'Al-Qaida ou de toute autre entité désignée par le Comité 1267 ou dans le cadre ou en vertu d'une ou plusieurs résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. Cette réglementation est entrée en vigueur en avril 2002.

Alinéa g)

Vanuatu n'a pas encore élaboré de législation ou de procédures permettant d'empêcher les terroristes de détourner à leur profit le statut de réfugiés. Dans la pratique, néanmoins, Vanuatu n'a pas encore eu l'occasion d'accepter des réfugiés sur son territoire.

La loi vanuatane sur l'extradition ne contient aucune disposition particulière pour empêcher que la revendication de motivations politiques ne soit considérée comme pouvant justifier le rejet de demandes d'extradition de terroristes présumés.

L'inclusion d'une telle disposition dans la loi va être soumise au Parlement pour adoption.

Informations pertinentes supplémentaires

Le Gouvernement vanuatuan a proposé l'adoption d'une législation complète contre le terrorisme inspirée du projet de modèle de loi sur la lutte antiterroriste élaboré par le secrétariat du Commonwealth et reçu par Vanuatu l'an dernier. Le Gouvernement vanuatuan croit savoir que ce modèle tient compte des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et qu'il a fait l'objet de larges consultations.
